

REHABILITATION DE LA 120^{ème} ANTENNE MEDICALE

Caserne Saint Martin des Palliées

CHAMPAGNE (72470)



MAITRISE D'OUVRAGE :		
	ESID de RENNES Pôle Conduite d'Opération d'Angers 5 rue des Petites Mussés, BP 14114 49041 ANGERS Cedex 01 Tél : 02.41.68.80.12 @ : anthony.godmer@intradef.gouv.fr	
MAITRISE D'ŒUVRE :		
- Architecte	PRECONCEPT Architectes - 8 rue des Vaux Parés 35510 CESSON-SEVIGNE Tél : 01 46 59 39 50 @ : buret@preconcept.fr	
- Bureau d'étude Fluides	BETOM INGENIERIE - 11, allée du bâtiment - 35000 RENNES Tél : 02 99 27 50 42 @ : accueil-rennes@betom.fr	
- Bureau d'étude Environnementale	CAP TERRE - 11, allée du bâtiment - 35000 RENNES Tél : 02 99 27 65 19 @ : accueil-rennes@cap-terre.com	
AUTRES INTERVENANTS :		
- Bureau de contrôle	VERITAS - 7, av. René Laënnec 72000 LE MANS Tél : 02 43 39 96 25 @ : vincent.labbetoul@bureauveritas.com	
- Coordonnateur SPS		

CCTP - LOT N°02 : DESAMIANTEGE-CURAGE /GROS OEUVRE /CHARPENTE BOIS / COUVERTURE/ETANCHEITE /TRAITEMENT DES FACADES			PHASE	LBRE 22011
Indice b	Emission initiale	12/12/2024		Juillet 2025
Validé par :	Valérie VIGNAUD		Cheffe de Projets	Juillet 2025

REHABILITATION DE LA 120^{ème} ANTENNE MEDICALE

Caserne Saint Martin des Palliées

CHAMPAGNE (72470)



MAITRISE D'OUVRAGE :		 MINISTRE DES ARMÉES Direction des opérations militaires Direction des opérations de soutien
	ESID de RENNES Pôle Conduite d'Opération d'Angers 5 rue des Petites Musses, BP 14114 49041 ANGERS Cedex 01 Tél : 02.41.68.80.12 @ : anthony.godmer@intradef.gouv.fr	
MAITRISE D'ŒUVRE :		 ARCHITECTES PRECONCEPT
- Architecte	PRECONCEPT Architectes - 8 rue des Vaux Parés 35510 CESSON-SEVIGNE Tél : 01 46 59 39 50 @ : buret@preconcept.fr	
- Bureau d'étude Fluides	BETOM INGENIERIE - 11, allée du bâtiment - 35000 RENNES Tél : 02 99 27 50 42 @ : accueil-rennes@betom.fr	
- Bureau d'étude Environnementale	CAP TERRE - 11, allée du bâtiment - 35000 RENNES Tél : 02 99 27 65 19 @ : accueil-rennes@cap-terre.com	
AUTRES INTERVENANTS :		
- Bureau de contrôle	VERITAS - 7, av. René Laënnec 72000 LE MANS Tél : 02 43 39 96 25 @ : vincent.labbetoul@bureauveritas.com	 Shaping a World of Trust
- Coordonnateur SPS		

CORPS D'ETAT N°02.1 : DESAMIANPAGE-CURAGE			PHASE DCE	LBRE 22011
Indice b	Emission initiale	12/12/2024		
Rédigé par :	Arnaud BOURCET		Economiste	Juillet 2025
Validé par :	Valérie VIGNAUD		Cheffe de Projets	Juillet 2025

1	GENERALITES DU PROJET -----	3
1.1	DEFINITION DE L'OPERATION -----	3
1.1.1	Objet des travaux -----	3
1.1.2	Insertion sociale-----	3
1.1.3	Rappels / organisation du CCTP-----	3
2	SPECIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES -----	4
2.1	RAPPEL DE LA REGLEMENTATION -----	4
2.1.1	Décrets, normes, et règlement-----	4
2.1.2	Assurances -----	6
2.1.3	Contraintes de chantier -----	6
2.2	SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES -----	6
2.2.1	Engagement de l'entrepreneur-----	6
2.2.2	Démarches administratives -----	6
2.2.3	Coupures des branchements -----	6
2.2.4	Salissures du site au périmètre des interventions de l'entrepreneur -----	7
2.2.5	Canalisations rencontrées-----	7
2.2.6	Dégradations des ouvrages conservés -----	7
2.2.7	Responsabilités de l'entrepreneur -----	7
2.2.8	Connaissance et visite des lieux -----	7
2.2.9	Bruits de chantier -----	7
2.2.10	Sécurité du travail -----	7
3	DESCRIPTION DES OUVRAGES -----	9
3.1	ETUDES / INSTALLATIONS-----	9
3.1.1	Etat des lieux -----	9
3.1.1.1	Limites d'interventions -----	9
3.1.1.2	Constat d'huissier-----	9
3.1.2	Installations de chantier et frais divers -----	9
3.2	DESAMIANPAGE -----	9
3.2.1	Travaux de désamiantage -----	9
3.2.1.1	Rapport de diagnostic -----	9
3.2.1.2	Dispositions générales -----	9
3.2.1.3	Plan de retrait -----	12
3.2.1.4	Installation de chantier -----	12
3.2.1.5	Point zéro de restitution -----	13

3.2.1.6	Demande d'acceptation préalable -----	13
3.2.2	Retrait des produits amiantés du site-----	13
3.2.2.1	Retrait du mastic vitrier amianté -----	14
3.2.2.2	Retrait du mastic vitrier grisâtre amianté -----	14
3.2.2.3	Retrait de la faïence mural blanche Petite taille + colle couche d'Intérêt amiantées -----	14
3.2.2.4	Retrait des panneaux et plaque en plafond amiantée -----	14
3.2.2.5	Retrait du conduit en fibro ciment amianté -----	14
3.2.3	Transport -----	14
3.2.4	Suivi des déchets -----	14
3.2.5	Traitement des déchets amiantés -----	15
3.2.6	Empoussièrèment -----	15
3.2.7	Mesure de 2ème restitution amiante après déconfinement -----	15
3.3	TRAVAUX DE DEPLOMBAGE -----	15
3.3.1	Rapport de diagnostic -----	15
3.4	TRAVAUX DE CURAGE ET DEPOSE -----	16
3.4.1	Travaux de curage et de dépose proprement dit -----	17
3.4.1.1	Dépose et enlèvement de l'ensemble des installations sanitaires (appareils, production d'eau chaude, canalisations, robinetteries, etc...) -----	17
3.4.1.2	Dépose et enlèvement de l'ensemble des installations électriques CFO CFA, équipement appareillage filerie gaines fourreaux et autres -----	17
3.4.1.3	Dépose de l'ensemble des cloisonnements intérieurs, y compris dépose des blocs-portes intérieurs --	17
3.4.1.4	Dépose de l'ensemble des faux-plafond et plafond du bâtiment -----	17
3.4.1.5	Evacuation des gravois -----	18
3.4.2	Procès-verbal de fin de travaux -----	18

1 GENERALITES DU PROJET

1.1 DEFINITION DE L'OPERATION

1.1.1 Objet des travaux

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) décrit les spécifications relatives aux travaux suivants :

Travaux de Désamiantage et curage dans le cadre de la Réhabilitation de la 120^{ème} antenne médicale Caserne Martin des Pallières – Bâtiment 056 – Route d'Auvours à CHAMPAGNE (72)

1.1.2 Insertion sociale

Cette opération fait l'objet d'une clause d'insertion sociale et professionnelle. Ainsi chaque entreprise devra réserver une partie des heures de travail générées par le marché à une action d'insertion, correspondant soit à un volume déterminé d'heures de travail, soit en pourcentage déterminé des heures travaillées du marché.

Le nombre minimum d'heures d'insertion est fixé dans l'Art 1.5 du Lot N°00 CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES TCE

1.1.3 Rappels / organisation du CCTP

Le présent C.C.T.P. est présenté et articulé comme suit :

- Chapitre 1 : Généralités du projet
- Chapitre 2 : Spécifications techniques générales
- Chapitre 3 : Description des ouvrages (description par poste et localisation)

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des CCTP et plans des autres lots, ainsi que de toutes les pièces mentionnées dans les différents documents du marché.

Le présent C.C.T.P. aussi complet soit-il, ne peut prétendre à la description absolument détaillée des toutes les opérations à effectuer, l'entrepreneur devra étudier avec soin les pièces remises, se renseigner sur tout ce qui peut lui apparaître douteux, visiter les lieux où doivent s'effectuer les travaux afin de maîtriser toute l'étendue de son intervention.

En conséquence, l'entrepreneur devra signaler par écrit durant l'appel d'offres toute omission, manque de concordance ou erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents. Faute de quoi, il sera réputé avoir accepté les clauses du dossier et s'être engagé à fournir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages.

2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES

2.1 RAPPEL DE LA REGLEMENTATION

2.1.1 Décrets, normes, et règlement

L'entreprise du présent lot est tenue de respecter l'ensemble des textes (lois, décrets, normes, règlements, arrêtés, circulaires, certifications, etc...) en vigueur à la date de la signature du marché.

Les installations et les travaux seront déterminés et réalisés conformément aux normes et règlements en vigueur au moment de l'exécution des travaux, notamment :

Textes réglementaires.

Normes.

Règles professionnelles avis techniques.

En cas de modification de la réglementation, les textes en vigueur au moment de la signature du marché et ceux applicables à date ultérieure, feront foi.

Respect des règles de l'art.

Les dispositions techniques adoptées par les ouvrages ainsi que les conditions de leur exécution, doivent être conformes aux règles de l'art.

Sont notamment réputés conformes aux règles de l'art, le respect des prescriptions des textes officiels et des organismes spécialisés, mais aussi les recommandations des constructeurs.

Il convient également de rappeler que l'application du règlement ne résout pas tout et que l'art de l'ingénieur à un rôle essentiel notamment pour traiter certains cas particuliers et certaines situations spéciales.

Tous les travaux concernant le désamiantage sont considérés à risques et sont donc soumis aux différents codes, textes officiels, recommandations et normes concernant le désamiantage et les risques **d'exposition à l'amiante**, en vigueur à la date de la consultation et notamment :

Textes réglementaires

Décrets

Décret 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante

Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Décret 2012-47 du 16 janvier 2012 complétant la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire

Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Décret 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Décret 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations

Décret 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante à bord des navires **précisant les modalités de repérage de l'amiante à bord des navires**

Arrêtés

Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux

Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis

Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante

Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante

Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant

Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant (rectificatif)

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection **collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante**

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection **collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante** (rectificatif)

Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante

Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.

Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

Arrêté du 20 décembre 2017 relatif au modèle-type de la grille d'évaluation et au contenu du rapport de repérage prévus à l'article 4 du décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 dans le cadre du repérage de l'amiante à bord des navires

Circulaires

Circulaire 96-60 du 19/07/96 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment

Circulaire DPPR/SDPD 97-0320 du 12/03/97 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets

En complément, liste non limitative :

Les recommandations de la CNAMTS.Le guide ED6091 de l'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) qui rassemble l'ensemble des préconisations que les entreprises se doivent d'appliquer au regard des récentes conclusions des pouvoirs publics sur le risque amiante.

D.T.U. et Normes applicables aux travaux annexes et connexes aux travaux d'enlèvement et/ou de traitement d'amiante friable.

Les avis techniques délivrés par le CSTB pour les nouveaux procédés.

Les agréments délivrés par les compagnies d'assurances.

Les règlements en vigueur concernant la sécurité sur les chantiers (protections collectives et individuelles).

Le référentiel défini par le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement « Gestion des sites (potentiellement) pollués ».

Le guide de prévention de la CRAMIF ED 6091 - **Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante.**

Les mesures préconisées par le coordonnateur SPS.

Etc...

Les Décrets, normes, et règlement dispositions suivantes n'ont pas un caractère exhaustif; en tout état de cause, les règles de l'art et le respect des normes et procédés en vigueur seront appliqués par l'entrepreneur.

Pendant toute la durée des travaux de retrait des matériaux contenant de l'amiante, dans les zones considérées, il ne doit y avoir aucune co-activité avec d'autres entreprises. Les accès à ces zones devront être très visiblement balisées et interdites physiquement à toutes personnes autres que celles habilitées de son entreprise.

L'entreprise devra dans l'élaboration de son offre et dans l'exécution de ses prestations, tenir compte et respecter cette réglementation de la préparation (plan de retrait) jusqu'à la libération et mise à disposition des locaux.

2.1.2 Assurances

L'entreprise devra fournir une attestation d'assurance couvrant l'activité de désamiantage en cours de validité et indiquant le montant des garanties couvrant les travaux.

Il devra s'il y a lieu souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée suffisante par le Maître d'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

2.1.3 Contraintes de chantier

L'entreprise sera sensibilisée sur ce point et devra communiquer son planning et informer l'établissement des travaux entraînant de fortes nuisances sonores.

L'exploitation des bâtiments occupés restera prioritaire sur les travaux.

L'entreprise devra communiquer une estimation des nuisances sonores (dBA générés par les engins et outils nécessaire aux travaux du présent lot).

Suivant les durées et les puissances sonores émises l'entreprise devra respecter des temps de repos (suivant la réglementation du travail) en coordination avec le SPS.

Les travaux devront donc être organisés suivant cette contrainte (alternances des démolitions, évacuations, tris, déposes, etc...).

Les méthodes chantiers seront choisies pour minimiser en priorité les nuisances des bruits et des poussières.

Toutes les mesures nécessaires pour limiter ces nuisances seront prévues par l'entreprise.

2.2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

2.2.1 Engagement de l'entrepreneur

L'entreprise est réputée s'être assurée qu'il n'y a ni manque, ni double emploi dans les prestations à fournir au titre du lot dont elle est responsable afin d'assurer un achèvement complet de ses travaux dans les règles, obligations et contraintes imposées par les réglementations et normes en vigueur à la date de signature du marché.

L'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux de démolition.

Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la barrière sur rue, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

Il posera tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que tous éclairages de nuit, et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

2.2.2 Démarches administratives

L'entrepreneur fera siennes des démarches administratives auprès de la cellule de prévention du 14^{ème} CMA afin d'obtenir toutes autorisations et renseignements nécessaires (décharge, cantonnement, etc...).

2.2.3 Coupages des branchements

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec la cellule de prévention du 14^{ème} CMA pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité, gaz, téléphone ou autres.

2.2.4 Salissures du site au périmètre des interventions de l'entrepreneur

Pendant toute la durée des travaux, les voies etc., **au périmètre des interventions de l'entrepreneur**, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

2.2.5 Canalisations rencontrées

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions lors de l'exécution des travaux, afin de ne pas endommager ou détruire les canalisations ou câbles éventuellement rencontrés.

Il devra le cas échéant, dès la localisation d'un de ces ouvrages, avertir immédiatement le maître d'œuvre et les services techniques compétents.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de la canalisation ou câble rencontré, si nécessaire.

Les canalisations EU/EV rencontrées devront être boucher par du béton et/ou évacuer en décharge à la charge de l'entreprise.

2.2.6 Dégradations des ouvrages conservés

Toutes dégradations occasionnées aux canalisations, lignes EDF, PTT, gaz, eau, voirie espaces verts conservés, ouvrages de maçonnerie conservés etc... pendant l'exécution les travaux de démolition, seront réparées et ce, à la charge de l'entrepreneur du présent lot.

2.2.7 Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

2.2.8 Connaissance et visite des lieux

L'entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état où ils se trouvent. Il est donc censé connaître parfaitement les moyens d'accès, de circulations dans les étages ainsi que les servitudes et contraintes diverses.

Visite sur site obligatoire. Il devra se rendre sur place afin de juger de l'état des lieux, de l'importance des travaux à exécuter et de se rendre compte des difficultés du travail à exécuter. Il lui appartiendra d'évaluer les risques et de les inclure dans son offre

Il est bien précisé qu'aucune indemnité ne sera allouée en cours et après travaux pour méconnaissance des ouvrages visibles à déposer et démolir ou " oublié " dans l'offre de prix

Toutes démarches seront en amont encadré et soumises à l'approbation de la cellule de prévention du 14^{ème} CMA

2.2.9 Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré.

Protection contre les nuisances sonores, suivant arrêté municipal 2004-1975 du 28mai 2004 relatif à la lutte contre le bruit.

À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables

2.2.10 Sécurité du travail

L'entrepreneur sera responsable du chantier et d'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires, équipements électriques, fixes, mobiles, avec leurs **protections, etc...**

Il devra en assurer le maintien en bon état de fonctionnement et vérifiera que le personnel, à sa disposition, (quelle que soit la qualification) utilise tous les dispositifs de sécurité individuelle.

REHABILITATION DE LA 120EME ANTENNE MEDICALE
CASERNE MARTIN DES PALLIERES
CHAMPAGNE (72)

LOT N°02 DEMOLITION / CURAGE /GROS OEUVRE / CHARPENTE BOIS /COUVERTURE ETANCHEITE / TRAITEMENT FACADES
CORPS D'ETAT N°02.1 : DESAMIANPAGE-CURAGE

En cas de défaut, le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur de Sécurité peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure qu'il estimerait indispensable, aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse faire une demande de suppléments de prix ou délais.

3 DESCRIPTION DES OUVRAGES

3.1 ETUDES / INSTALLATIONS

3.1.1 Etat des lieux

3.1.1.1 Limites d'interventions

Travaux de désamiantage et curage dans le cadre de la Réhabilitation de la 120^{ème} antenne médicale Caserne Martin des Pallières à Champagné (72)

Le bâtiment concerné est suivant plan de repérage architecte :

- Bâtiment 56 (dans la cadre de sa réhabilitation)

Nota :

Les interventions de démolition apportant un renfort structurel en amont et en aval de la prestation à réaliser en phase projet demeurent à la charge corps d'état Gros-Œuvre

3.1.1.2 Constat d'huissier

L'Entrepreneur, en présence des représentants du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre doit faire dresser à ses frais par un homme de loi agréé, un constat des lieux, des ouvrages voisins, des voiries existantes. Cette pièce est accompagnée de toutes photographies, croquis nécessaires attestant de façon visuelle l'état des lieux pour lesquels ces documents sont jugés utiles. Copies de ces actes et documents qui les accompagnent sont fournies en double exemplaire à titre gracieux au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'œuvre. Un constat semblable doit être établi par l'entreprise pour les voies, les espaces extérieurs.

La convocation aux opérations de constat est adressée par l'Entrepreneur en recommandé avec A.R. aux différentes parties au moins trois semaines avant les opérations : le texte de la convocation doit être soumis au Maître d'œuvre avant expédition.

Le P.V. du constat est diffusé en recommandé avec A.R. à chaque partie 15 jours après les opérations de constat par l'Entrepreneur titulaire du marché.

Localisation :

Constat des lieux des ouvrages existants au droit des ouvrages à réaliser par le présent lot

3.1.2 Installations de chantier et frais divers

Prévu et décrit par le corps d'état 2.2 Gros-Œuvre en ce qui concerne les installations communes, hors prestation liées au désamiantage (installation dédiée décrit à la suite)

3.2 DESAMIANPAGE

3.2.1 Travaux de désamiantage

3.2.1.1 Rapport de diagnostic

Des rapports de diagnostics amiante ont été établis par l'entreprise QUALICONSLT sont joints au présent dossier (*) Ils signalent la présence ponctuelle d'amiante et qu'en conséquence l'entreprise appliquera la législation en vigueur en matière de dépose de matériaux amiantés.

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux

Rapport N° 876146 établi le 20/09/2021

Rapport N° 879060 établi le 21/09/2021 (concerne la recherche de MCA en extérieur)

(*) Nota :

Un rapport de mission de repérage des matériaux et produits listes A et B à intégrer au dossier technique «amiante» en date du 22 mai 2018 a été réalisé par EXPERT HABITAT & INDUSTRIE INGENIERIE. Celui-ci étant incomplet face aux travaux envisagés, il convient de considérer le RAAT évoqué ci-avant .

3.2.1.2 Dispositions générales

L'attention de l'entreprise est attirée sur les précautions et dispositions particulières à prendre pour la réalisation de travaux sur des ouvrages contenant de l'amiante, au vu de la législation existante, et plus particulièrement :

1 Réglementation «Santé Publique» :

- Code de la santé publique, articles R 1334-14 à R 1334-29-9 ; articles R 1337- 2 à R 1337-5 et annexe 13- 9
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à **une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis**
- **Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis.**

2 Réglementation «Travail» :

- Décret n°2013-594 du 5 Juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- **Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante**
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- **Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de VLEP aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages**
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Code du travail, articles L 4121-1 et suivants et R 4412-94 à R 4412-148
- Code du travail, article D 4153-28 et article D 4154-1
- Code du travail, articles D 4121-6 à -9 et arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail
- Code du travail, articles R 4624-16 et 18 concernant la surveillance médicale renforcée des salariés concernés
- Arrêté du 22 février 2007 modifié le 13 octobre 2009 définissant les conditions de certification des **entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante**
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

3 Réglementation «Construction et habitat» :

- Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (R 111-43 à 48)
- Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiment

4 Réglementation «Environnement» :

- **Code de l'environnement, articles L 541-1 et suivants, R 541-7 et suivants et R 551-1 à R 551-13**
- Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatifs aux déchets dangereux
- Arrêté du 9 septembre 1997 modifié par les arrêtés du 19 janvier 2006 et 12 mars 2012, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
- Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment (non publiée au JO)
- Circulaire DPPR/SDPD n° 97-0320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets (non publiée au JO)
- Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
- **Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante**
- Arrêté du 26 Juillet 2012 qui concerne la modification du formulaire CERFA n°11861*03

5 Réglementation «Installations classées» :

- Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 2718)
- Circulaire du 24/12/10 relative aux modalités d'application du décret n° 2010-369
- Arrêté du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718

6 Réglementation «Transport» :

- Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit «arrêté TMD»)
- Règlement ADR : accord européen relatif aux transports internationaux des marchandises dangereuses par route
- Règlement RID : règlement européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie ferrée
- Règlement ADN : accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures

7 Réglementation européenne :

- Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2004 portant sur la coordination du système de sécurité sociale
- Directive 2009/148/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la **protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail**
- Circulaire DGT 2008/17 du 5 octobre 2008 relative au détachement transnational de travailleurs en France **dans le cadre d'une prestation de services**

8 Normes :

- NF X 43-010 (Août 2012), Référentiel technique pour la certification des entreprises
- NF X 43-011 (Août 2012), Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises
- NF X 43-050, *Qualité de l'air — Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission — Méthode indirecte*
- NF X 43-269, *Qualité de l'air — Air des lieux de travail — Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META — Comptage par MOCP*
- NF X 46-020 *Repérage amiante — Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis — Mission et méthodologie*
- NF X 46-021 *Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis — Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante — Mission et méthodologie*
- NF EN 529, *Appareils de protection respiratoire — Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance — Guide (indice de classement : S 76-005)*
- NF EN 1822 *Filtres à air à haute efficacité (EPA, HEPA et ULPA) (indice de classement : X 44-014)*
- NF EN 12021, *Appareils de protection respiratoire — Air comprimé pour appareil de protection respiratoire isolant (indice de classement : S 76-006)*
- NF EN 12941, *Appareils de protection respiratoire — Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-034)*
- NF EN 12942, *Appareils de protection respiratoire — Appareils filtrants à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-035)*
- NF EN 14593-1, *Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande — Partie 1 : Appareil avec masque complet — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1)*
- NF EN 14593-2, *Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande — Partie 2 : Appareil avec demi-masque à pression positive — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-058)*
- NF EN 14594, *Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé à débit continu — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1)*
- NF EN ISO 16000-7, *Air intérieur — Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air (indice de classement : X 43-404-7)*

9 Documents de référence :

- Guide ED 6091, *Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante — Guide de prévention, INRS*
- Guide ED 6028, *Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets — Guide de prévention, INRS*
- Guide ND 2137:2000, *Le bilan aéraulique des chantiers d'amiante, INRS*
- GA X 46-033, *Air intérieur — Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air — Guide d'application de la norme NF EN ISO.*

Les dispositions suivantes n'ont pas un caractère exhaustif; en tout état de cause la méthodologie de l'entreprise devra être obligatoirement validée par les organismes officiels de prévention (Inspection du travail, CRAM, QPP BTP, Médecine du travail).

3.2.1.3 Plan de retrait

L'entreprise devra établir un plan de retrait, conformément à l'article 27 section 2 chapitre III du décret 96-98 du 7 février 1996, soumis pour avis au CHSCT (ou à défaut aux délégués du personnel) et au Médecin du travail et transmis 1 mois avant le début des travaux à l'inspection du travail, à l'OPPBTB et au service prévention de la CRAM du lieu des travaux de désamiantage.

Toutes dispositions concernant la sécurité des travailleurs seront prises en concertation préalable avec les organismes de prévention (OPPBTB/ CRAM / inspection du Travail) pour convenir d'une méthodologie validée par le biais du plan de retrait précisant les points suivants :

- moyens de dépose (limitation de l'émission de fibres).
- protections collectives de la zone de travail.
- protections individuelles (équipements respiratoires, vêtements de travail).
- contrôle du personnel
- etc.

3.2.1.4 Installation de chantier

Avant tout commencement de dépose, l'entreprise aura à sa charge l'installation de chantier.

Cette prestation comprend l'installation de chantier propre au désamiantage et à minima :

- Les moyens de confinement des zones concernées
- Les moyens de mise en dépression y compris leurs secours
- **SAS d'accès et de décontamination**
- Aire identifiée et protégée de stockage avant enlèvement.

Cette dernière devra être entièrement autonome et comprendra les éléments suivants :

Alimentation :

L'armoire électrique de l'entreprise devra être indépendante.

L'installation électrique provisoire est à l'entière charge financière de l'entreprise ainsi que son branchement sur l'armoire générale.

L'entreprise devra prévoir l'apport d'un groupe électrogène afin de palier à toute déficience du réseau public et éviter l'arrêt des aspirateurs.

Confinement :

Montage du confinement par calfeutrement des ouvrants en façade et des portes et baies libres intérieures, par :

- Film polyane double peau de 200 microns d'épaisseur minimum, avec recouvrement entre les lés de 20 cm minimum
- Bandes adhésives entre lés
- Mousse polyuréthane

Extracteur :

Mise en place d'extracteur d'air (débit suivant étude de l'entreprise), avec caisson de filtration, d'une capacité permettant un renouvellement d'air de 4 volumes/heure minimum.

La filtration comprendra 3 filtres dont un filtre THE d'une efficacité de 99,997% selon la norme NFX 44.013

Dépoussiérage régulier :

Le dépoussiérage de l'enceinte confinée se fera par aspiration à l'aide d'aspirateurs industriels équipés de filtres absolus ainsi que de brosses et embouts divers :

- cette opération concerne l'ensemble des matériaux et matériels compris dans la zone
- les filtres sont changés autant de fois que nécessaire, à la charge de l'entreprise
- le sol de la zone de travail sera maintenu constamment propre pour un ramassage régulier des déchets et par nettoyage

Dépose du confinement après inspection visuelle probante, démantèlement des couches de polyane.

Localisation :

Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

3.2.1.5 Point zéro de restitution

L'entrepreneur procédera donc à la mesure initiale du niveau d'empoussièrément avant d'engager les travaux. Il s'agira du point zéro.

Pendant la durée du chantier, des contrôles ponctuels et dispersés seront réalisés pour vérification de non dépassement des seuils réglementaires d'exposition du personnel (VLEP de 0.1 fibre/cm³ sur 1 heure). A la restitution des lieux, une mesure finale sera également réalisée.

3.2.1.6 Demande d'acceptation préalable

Le titulaire du lot effectue dès la notification du marché, auprès des installations de destruction des déchets amiantés, une demande d'acceptation préalable des déchets. Le certificat d'acceptation au préalable (CAP) donne toutes les indications utiles caractérisant les déchets contenant de l'amiante.

Il participe en complément du Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés (B.S.D.A - document CERFA) au suivi du déchet.gr

3.2.2 Retrait des produits amiantés du site

Dans le cadre de la mission objet du rapport RAAT en référence , il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :

MATERIAU	LOCALISATION	CRITERE DE CONCLUSION	OBSERVATIONS / REMARQUES / MOTIFS	QUANTITE (U, ml, m²)	
Mastic Vitrier Couche d'Intérêt Mastic Vitrier (Fenêtres)	Batiment 56 - Rdc Pièce 010	Résultat d'analyse	/	65 Fenêtres	
Mastic Vitrier Grisatre Couche d'Intérêt Mastic Vitrier Grisatre (Fenêtre)	Batiment 56 - Rdc Pièce 033, Pièce 034, Pièce 035	Résultat d'analyse	/		
Faïence Murale Blanche Petite taille + Colle Couche d'Intérêt Colle (Murs et cloisons maçonnés)	Batiment 56 - 1er Etage Sanitaires Hommes	Résultat d'analyse	/	10 m²	
Faïence Murale Blanche + Colle Couche d'Intérêt Colle (Murs et cloisons maçonnés)	Batiment 56 - 1er Etage Pièce 021	Résultat d'analyse	/	10 m²	
Panneaux et plaques (Faux plafonds)	Batiment 56 - 1er Etage Sanitaires Femmes	Résultat d'analyse	/	40 m²	
Fibro Ciment (Conduit Vertical)	Batiment 56 - 2ème Etage Grenier	Sur jugement personnel de l'opérateur	/	1 U	

Les matériaux contenant de l'amiante seront retirés et seront conditionnés sous double film polyane avec cerclage plastique pour palette et étiquetés conformément à la réglementation par l'entrepreneur.

Le stockage sur site sera interdit. Tous les déchets d'amiante seront évacués dans les 48h.

Les sacs seront transportés soigneusement vers la zone de stockage définie par le plan de retrait dans l'attente de leur enlèvement vers l'installation de traitement.

3.2.2.1 Retrait du mastic vitrier amianté

Il est attendu du titulaire un désamiantage du mastic vitrier amianté

Dans le cas d'une dépose total de la fenêtre, l'entrepreneur assurera le hors d'air par l'intermédiaire de la pose d'un panneau de type OSB ou Bac Acier au droit de la baie traitée.

Localisation :

Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

3.2.2.2 Retrait du mastic vitrier grisâtre amianté

Il est attendu du titulaire un désamiantage du mastic vitrier grisâtre amianté

Dans le cas d'une dépose total de la fenêtre, l'entrepreneur assurera le hors d'air par l'intermédiaire de la pose d'un panneau de type OSB ou Bac Acier au droit de la baie traitée.

Localisation :

Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

3.2.2.3 Retrait de la faïence mural blanche Petite taille + colle couche d'Intérêt amiantées

Il est attendu du titulaire un désamiantage de la faïence mural blanche Petite taille + colle couche d'Intérêt

Localisation :

Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

3.2.2.4 Retrait des panneaux et plaque en plafond amiantée

Il est attendu du titulaire un désamiantage des panneaux et plaque en plafond

Localisation :

Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

3.2.2.5 Retrait du conduit en fibro ciment amianté

Il est attendu du titulaire un désamiantage du conduit en fibro ciment

Localisation :

Selon le repérage des zones amiantées sur les rapports amiante avant travaux (RAAT) joints au dossier

3.2.3 Transport

La mise à disposition des véhicules de transport et le routage est à la charge du présent lot.

Il devra être effectué dans le strict respect : du dernier décret en vigueur, des textes réglementaires régissant les transports des déchets dangereux, de la directive Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR).

Le transporteur devra justifier de son agrément pour le transport des matières dangereuses (certificat délivré par la DREAL du département du transporteur).

Si le transport s'opère par voies routières, il se fera sous couvert de la législation RTMDR.

S'il s'opère par voies ferroviaires, il s'agit du règlement dit « arrêté RID ».

3.2.4 Suivi des déchets

Le titulaire du lot présentera le BSDA, rempli et numéroté, au Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre le présentera pour signature au Maître d'Ouvrage et le restituera au titulaire pour l'évacuation par un transporteur agréé pour le transport des matières dangereuses.

Le titulaire du lot, fait une copie du BSDA remis au transporteur et le transmet au Maître d'œuvre.

Les BSDA portent un numéro d'identification unique. Le poids du déchet est estimé par l'entreprise de désamiantage, titulaire du lot.

Le poids définitif est délivré par l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) lors de la pesée de réception.

Après réception des déchets par l'installation de vitrification, les BSDA sont obligatoirement retournés au Maître d'Ouvrage, propriétaire des déchets.

3.2.5 Traitement des déchets amiantés

Tous les déchets et gravois provenant des travaux de désamiantage seront évacués par le présent lot au **fur et à mesure de l'avancée des travaux**.

Les déchets amiantés seront dirigés vers plusieurs filières d'élimination, selon leur nature :

- les déchets amiantés non friables et intègres tels que les plaques de fibrociment peuvent être évacués vers certains centres d'enfouissement de classe 3 aménagés ou vers un CET (centre d'enfouissement technique) de classe 2
- les déchets amiantés friables (ou non friables dégradés) ainsi que tous les consommables et EPI (Equipement de Protection Individuel) contaminés sont évacués vers un CET de classe 1,

Les véhicules devant transporter les déchets ne pourront en aucun cas stationner vides ou chargés sur la voie publique.

L'entreprise remettra en fin d'opération l'ensemble des fiches de suivi des déchets et certificats de traitements et de réception en décharges spécialisées et agréées

Nota : l'ensemble des déchets amiantés générés par un chantier de désamiantage, friables ou non, peuvent également être évacués vers le centre de vitrification.

Le choix retenu sur cette opération est plutôt d'éliminer les déchets amiantés en installation de stockage de déchets dangereux (ISDD)

3.2.6 Empoussièrément

L'entreprise sera tenue de fournir les mesures d'empoussièrément avant repli des installations de chantier et d'autres mesures d'empoussièrément après dégagement des installations.

3.2.7 Mesure de 2ème restitution amiante après déconfinement

Lors des contrôles de restitution obligatoires réalisés après un chantier amiante, le donneur d'ordre devra prévoir des mesures de 2e restitution amiante. Il s'agit de mesures d'empoussièrément de l'air effectuées après la dépose des confinements de sécurité. Si les résultats sont satisfaisants, la procédure de restitution des locaux pourra se poursuivre. Dans le cas contraire, des opérations de sécurisation supplémentaires seront prescrites.

3.3 TRAVAUX DE DEPLOMBAGE

3.3.1 Rapport de diagnostic

Un rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant du plomb a été établi par l'**entreprise QUALITCONSULT** et joint au présent dossier.

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant travaux

Rapport N° 944251 établi le 10/11/2022

Il a été repéré des revêtements contenant du plomb à une concentration supérieure au seuil défini par le Code de la Santé Publique (1 mg/cm²)

---					BAS	---		/		
---	A	PLAFOND	LAINE DE VERRE	BRUT		---		/		NON MESURÉ
---						---		/		
1282	A	ONNATURE METALLIQUE	METAL	PEINTURE		5,6	11	TRACES DE CHROCO	2	
---						---		/		
NOMBRE D'UNITES DE DIAGNOSTIC: 0			NOMBRE D'UNITES DE CLASSE 3: 0			7% DE CLASSE 3: 07%				
LEGENDE		UD dont la concentration en plomb est inférieure ou égale au seuil de détection de l'appareil			UD contenant du plomb à une concentration inférieure au seuil de la Santé Publique (1 mg/cm²)			UD contenant du plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de la Santé Publique (1 mg/cm²)		

Les travaux de projet ne nécessitant pas d'intervention sur cette partie d'ouvrage, il ne sera pas opéré e travaux de déplombage particulier.

Néanmoins, il conviendra de considérer et d'examiner attentivement le rapport de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant travaux et recouper la localisation

des revêtements contenant du plomb avec le lieu et la nature des travaux prévus pour que les entreprises intervenantes puissent intégrer le risque plomb dans leur évaluation des risques et mettent en place les protections collectives et individuelles adaptées selon la réglementation en vigueur

3.4 TRAVAUX DE CURAGE ET DEPOSE

L'entrepreneur devra prévoir et réaliser ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui seront imposées par ces conditions de chantier particulières.

Dans le cadre de ces dispositions, l'entrepreneur aura notamment à sa charge, le cas échéant :

- mise en place de tous étalements qui s'avéreront nécessaires et leur maintien pendant la durée nécessaire
- descellement avec soins des ouvrages cités ci-après
- protection et conservation des ouvrages conservés (isolation de zones, protections particulières, etc.)
- **toutes autres dispositions qui s'avéreront nécessaires, compris travaux en sous œuvre si nécessaire**

L'entrepreneur devra réaliser les DICT réglementaires.

Avant démarrage des travaux de curage, les installations existantes (fluides, élec, etc...), les appareils électriques, sanitaires, chauffage, etc... seront mises hors fonctionnement.

La dépose sera à la charge du présent lot dans les périmètres des interventions de curage (toutes les pièces du bâtiment ne sont pas pour autant curées)

Nota / limite de prestations :

Sciage, coupement soigné des ouvertures à créer, démolition partielle d'éléments porteurs, dépose des planchers intermédiaires, dépose des ouvrages extérieurs suivant besoin projet à la charge du corps d'état 02.2 Gros-Œuvre

Dépose de tous les radiateurs fonte par le lot 05 Plomberie prévu repeint par le corps d'état 04.5
Peinture

Dépose des chapes et revêtements de sols selon besoin à l'état projet à la charge du corps d'état 04.4
Revêtements de sols – Faïences

Dépose des menuiseries extérieures et fermeture du bâtiment à la charge des lots assurant la mise en œuvre d'ouvrages neufs à l'état projet .

Tous les matériaux des travaux de curage seront chargés et évacués réglementairement aux décharges publiques concernées, compris transport et droits de décharges.

L'évacuation des gravois se fera par goulotte et bennes et seront à la charge du présent lot, ainsi que les frais de décharge

Le chantier sera parfaitement nettoyé après finition des démolitions et réceptionné par le maître d'œuvre.

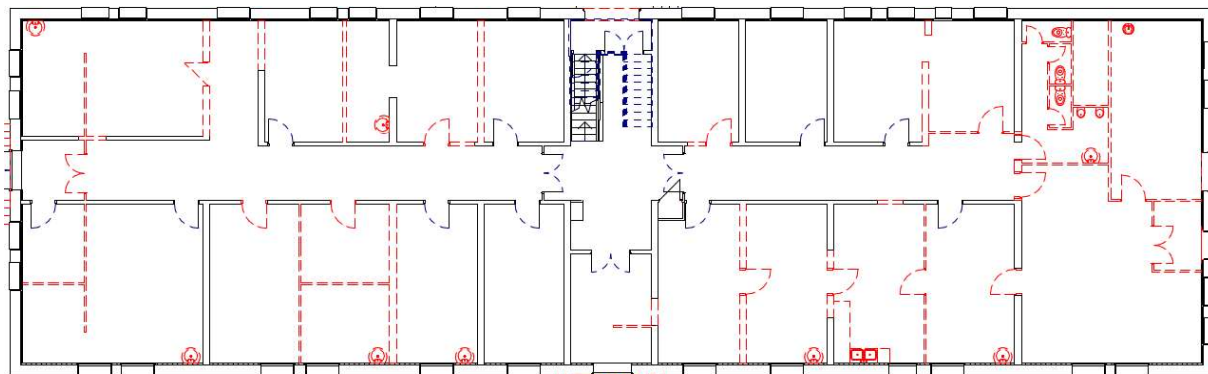
En résumé, l'entrepreneur aura implicitement à sa charge toutes les dispositions nécessaires pour assurer et garantir dans tous les cas la sauvegarde et le maintien sans dommage des ouvrages où il doit intervenir, pendant et après l'exécution des démolitions et déposes

Compris toutes sujétions de mise en œuvre, d'échafaudage, de protections particulières et d'ouvrages complémentaires.

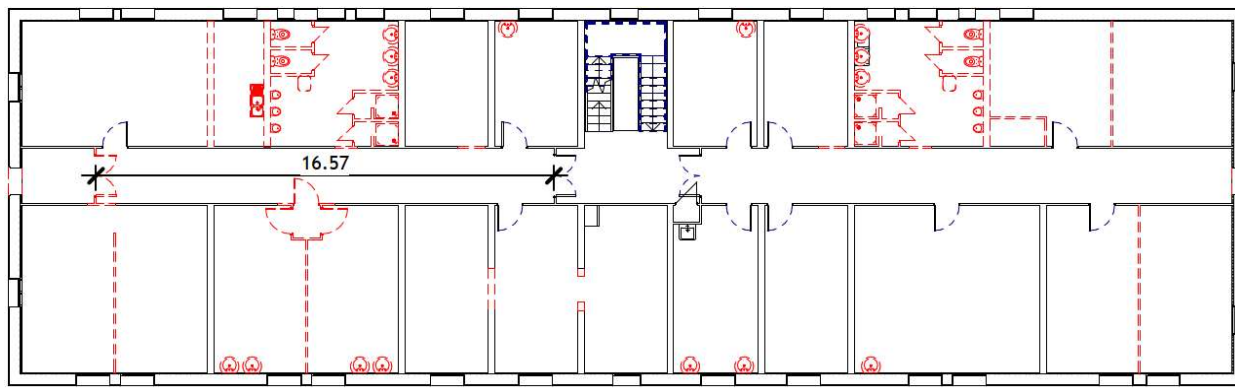
3.4.1 Travaux de curage et de dépose proprement dit

Suivant plans de démolition établis par l'architecte notamment et en association avec plan projet

RDC



R+1



Les travaux de curage comprennent travaux induits inclus :

- 3.4.1.1 Dépose et enlèvement de l'ensemble des installations sanitaires (appareils, production d'eau chaude, canalisations, robinetteries, etc...)

Localisation :

Pour l'ensemble des locaux impactés par le réaménagement en phase projet (repère rouge)

- 3.4.1.2 Dépose et enlèvement de l'ensemble des installations électriques CFA, équipement appareillage filerie gaines fourreaux et autres

Localisation :

Pour l'ensemble des locaux impactés par le réaménagement en phase projet (repère rouge)

- 3.4.1.3 Dépose de l'ensemble des cloisonnements intérieurs, y compris dépose des blocs-portes intérieurs
compris gaines inscrites dans le local à curer

Localisation :

Pour l'ensemble des locaux impactés par le réaménagement en phase projet (repère rouge)

- 3.4.1.4 Dépose de l'ensemble des faux-plafond et plafond du bâtiment

Localisation :

Pour l'ensemble des faux-plafond démontables et plafond plâtre plein suivant cas (nota : le projet prévoit la pose de faux-plafond toutes pièces)

3.4.1.5 Evacuation des gravois

Tous les matériaux des travaux de dépose, curage seront chargés et évacués règlementairement aux décharges publiques concernées compris transport et droits de décharges.

Localisation :

Pour l'ensemble des gravois provenant des démolitions décrites ci-avant.

3.4.2 Procès-verbal de fin de travaux

En fin de travaux, il sera procédé, en présence, du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage à la réception des travaux avec établissement d'un PV de réception.

Localisation :

Procès-verbal de fin de travaux